Procédures parallèles dans plusieurs juridictions

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le règlement global dans l'affaire Keppel

L'affaire Keppel de 2017 est l'exemple de référence à Singapour d'un règlement coordonné avec plusieurs États. Le Department of Justice américain a conclu un accord de poursuites différées (deferred prosecution agreement) avec KOM (Keppel Offshore & Marine), tandis que sa filiale américaine plaidait coupable devant le tribunal fédéral de Brooklyn. La pénalité totale s'élevait à environ 422 millions de dollars US.[1] Selon les annonces publiques, le Brésil a reçu la moitié de la pénalité pénale, soit environ 211 millions de dollars US, et Singapour jusqu'à environ 105,6 millions de dollars US, soit un quart.[2] La part de Singapour correspond aux deux tranches de 52,8 millions de dollars US que le CPIB (Corrupt Practices Investigation Bureau, l'agence anticorruption) avait fixées comme conditions de son avertissement.

La structure du règlement montre comment les juridictions se sont réparti la tâche. Les États-Unis disposaient des moyens d'enquête et du levier que constitue le marché américain. Le Brésil était le pays dont les agents publics avaient été corrompus, et Petrobras la société lésée. Singapour était le siège de la société et le

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

lieu d'où les paiements avaient été organisés. Chaque État a infligé sa propre sanction selon son propre droit, les montants étant coordonnés de manière que la société ne paie pas trois fois pour les mêmes faits.

Imputation et compensation

L'imputation est le mécanisme technique qui rend possibles les règlements parallèles. Dans l'avertissement adressé à Keppel, la seconde tranche payable à Singapour était réduite de toute pénalité versée à certaines autorités brésiliennes dans un délai de trois ans. L'accord Seatrium applique la même technique de façon plus détaillée. Si les amendes ou pénalités pénales versées aux bénéficiaires brésiliens dans un délai de 30 mois atteignent ou dépassent 53 millions de dollars US, Seatrium n'a pas à payer la seconde tranche. Les paiements effectués dans d'autres monnaies sont convertis en dollars au cours du jour. Tout montant restitué à la société est réputé ne pas avoir été payé.[3]

L'imputation est limitée aux amendes et pénalités pénales payées pour des faits identiques ou substantiellement identiques. Elle ne couvre ni les dommages-intérêts civils ni les transactions commerciales. Une société qui négocie dans plusieurs juridictions doit donc qualifier avec soin ses paiements à l'étranger, puisque seuls ceux qui remplissent les conditions de l'accord singapourien réduiront la pénalité singapourienne.

La preuve par-delà les frontières et le traitement des personnes physiques

Les procédures parallèles soulèvent des difficultés de preuve que les affaires internes ne connaissent pas. L'explication donnée par le CPIB pour les avertissements sévères (stern warnings) dans l'affaire Keppel les énumérait précisément : des documents répartis entre plusieurs juridictions, des témoins à l'étranger qui ne pouvaient être contraints de témoigner à Singapour et l'intervention de plusieurs autorités.[4] Une société qui s'autodénonce peut produire ses propres documents et mettre ses employés à disposition. La poursuite de personnes physiques qui contestent les

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

accusations dépend de preuves qu'il faut parfois obtenir par demande formelle, de témoins qui peuvent refuser de se déplacer et de procédures étrangères dont Singapour ne maîtrise pas le calendrier.

La règle ne bis in idem ajoute un niveau supplémentaire. Le MACMA (Mutual Assistance in Criminal Matters Act 2000) impose à l'Attorney-General de refuser l'entraide lorsque la personne a déjà été condamnée, acquittée ou graciée pour les mêmes faits.[5] La suspension des délais de prescription prévue à la section 149C du Criminal Procedure Code protège la position de Singapour tant qu'un accord est en vigueur. Un exposé des faits qu'une société reconnaît à Singapour peut toutefois être utilisé contre elle dans des procédures civiles à l'étranger. C'est l'une des raisons pour lesquelles les sociétés en négocient la formulation avec soin et pour lesquelles le tribunal, dans l'affaire Seatrium, en a différé la publication.

La coordination par voie d'accord

L'accord Seatrium anticipe les procédures étrangères dans ses définitions. Sa clause de coopération oblige la société à prêter assistance à toute « Law Enforcement Agency », définie comme une autorité de toute juridiction enquêtant sur des infractions, chaque fois que le Public Prosecutor (ministère public) ou le CPIB le demande. Le procureur singapourien devient ainsi un canal par lequel des enquêteurs étrangers peuvent obtenir la coopération d'une société singapourienne sans demande d'entraide judiciaire distincte. L'accord laisse aussi Seatrium exposée à des poursuites pour des infractions « non divulguées dans » l'exposé des faits ou n'en découlant pas.[6] Une divulgation complète est donc dans l'intérêt même de la société, puisque seuls les faits divulgués sont couverts.

Voie prudentielle et voie pénale

Des procédures parallèles existent aussi à l'intérieur de Singapour. La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) peut infliger des sanctions pécuniaires civiles, retirer des licences et prononcer des interdictions d'exercer (prohibition orders), tandis que le Public Prosecutor décide des poursuites pénales. Dans l'affaire 1MDB, par exemple, l'ancien banquier

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

d'affaires Tim Leissner a fait l'objet d'une interdiction prononcée par l'autorité en mars 2017, étendue à une interdiction à vie en décembre 2018 après qu'il eut reconnu des chefs d'accusation liés à l'enquête 1MDB.[7] Des aveux faits dans une enquête pénale ont ainsi produit une conséquence prudentielle à Singapour. Le régime des poursuites différées tient compte de cette interaction, puisque la section 149C, décrite plus haut, suspend les délais de prescription des procédures de sanction pécuniaire civile et des procédures disciplinaires pendant la durée d'un accord.

Notes

1. Wikipedia, « Keppel Corporation » (consulté en novembre 2026), citant Bloomberg, 22 décembre 2017 : KOM a conclu un accord de poursuites différées et accepté « to pay $422 million to end the U.S. bribery probe » ; sa filiale américaine a plaidé coupable devant le tribunal fédéral de Brooklyn ; environ 55 millions de dollars US versés pour obtenir 13 contrats avec Petrobras et une autre société. ↩
2. Répartition de la pénalité Keppel (Brésil 211,1 millions de dollars US, 50 % ; Singapour jusqu'à 105,6 millions de dollars US, 25 % ; États-Unis le solde) selon des résumés de seconde main du communiqué de presse du DOJ du 22 décembre 2017. ↩
3. CPIB, « Conditional Warning Issued to Keppel Offshore & Marine Ltd », 23 décembre 2017, cpib.gov.sg ; Government Gazette Notice No. 2439 du 30 avril 2026, Schedule, clauses 6.1.1(b) et 6.1.2(a)–(d). ↩
4. CPIB, « Stern Warnings Issued to Six Former Keppel Offshore & Marine Limited Employees », 12 janvier 2023, cpib.gov.sg. ↩
5. MACMA, section 20(1)(e) (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026). ↩
6. Government Gazette Notice No. 2439 du 30 avril 2026, Schedule, clauses 1.1(g) et 5.1 ; Government Gazette Notice No. 2439 du 30 avril 2026, Schedule, clause 4.3(a). ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

7. Wikipedia, « 1Malaysia Development Berhad scandal » (consulté en novembre 2026) : en mars 2017, la MAS a prononcé une interdiction d'exercer de dix ans contre Tim Leissner ; en décembre 2018, après qu'il eut reconnu des chefs d'accusation liés à l'enquête 1MDB, l'interdiction a été étendue à une interdiction à vie ; voir le chapitre VI de la partie E. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.